



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cessation progressive d'activité

Question écrite n° 65080

Texte de la question

M Bernard Debre appelle l'attention de Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sur le dispositif de la cessation progressive d'activité mis en place par les ordonnances no 82-297 et no 82-298 du 31 mars 1982, dispositif reconduit par l'article 46 de la loi no 91-1406 du 31 décembre 1991. Cette mesure s'applique aux fonctionnaires et aux personnels du secteur privé. Les contractuels en sont, eux, totalement exclus, sans pour autant en comprendre la raison. Il lui demande de lui expliquer les motifs de cette exclusion et de lui dire s'il lui semble envisageable d'étendre cette mesure aux contractuels.

Texte de la réponse

Reponse. - La cessation progressive d'activité a été mise en place par les ordonnances no 82-297 et 82-298 du 31 mars 1982 au profit des seuls fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratif. Les salariés du secteur privé bénéficient quant à eux de mécanismes spécifiques de préretraite définis par le code du travail, ou de la retraite progressive mise en place par la loi no 88-16 du 5 janvier 1988 (art L 351-15 et suivants du code de la sécurité sociale). L'extension de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat, qui bénéficient déjà de la retraite progressive, n'a pas été jugée possible du fait qu'ils relèvent de l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale. En effet, une telle extension aurait pour conséquence de créer des inégalités entre ressortissants de ce régime.

Données clés

Auteur : [M. Debre Bernard](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 65080

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : travail, emploi et formation professionnelle

Ministère attributaire : fonction publique et réformes administratives

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 1992, page 5517